



**PRÉFET  
DE L'AVEYRON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement d'Occitanie**

**UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE TARN-AVEYRON**

Arrêté préfectoral d'autorisation temporaire n° ~~12.2023.06.13.0090~~ du **13 JUIN 2023**

relatif à l'épandage de digestat brut produit par l'unité de méthanisation de déchets organiques située au lieu dit « SANGAYRAC » sur la commune de MONTBAZENS (12220) exploitée par la société PROMETER

---

**LE PRÉFET DE L'AVEYRON**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2022-10-24-00011 du 24 octobre 2022 donnant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 15 mars 2017 à la société PROMETER pour l'exploitation d'une unité de méthanisation de déchets organiques située au lieu dit « SANGAYRAC » sur la commune de MONTBAZENS (12220) ;
- Vu** la demande de l'exploitant présentée le 20 mars et complétée le 25 mai 2023 en vue d'obtenir une autorisation temporaire de six mois pour épandre du digestat brut traité thermiquement ;
- Vu** la note technique déposée à l'appui de sa demande ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 7 juin 2023 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation temporaire porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 7 juin 2023 ;
- Vu** l'absence d'observation formulées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 7 juin 2023 ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection en date du 11 mai 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'installation rencontre de nombreuses difficultés techniques pour la mise en service des équipements de post-traitement du digestat brut après traitement thermique d'hygiénisation ;

**Considérant** que ces difficultés techniques rendent impossible la production de digestat solide et liquide en conformité avec l'arrêté d'autorisation et le plan d'épandage ;

**Considérant** que le digestat brut s'accumule dans les digesteurs et post-digesteurs et qu'il convient d'en épandre 25 000 m<sup>3</sup> afin de :

- permettre à l'exploitant de reprendre l'incorporation de nouveaux intrants et relancer la production de biogaz ;
- couvrir les besoins des cultures et des prairies des agriculteurs et des éleveurs apporteurs ;

**Considérant** que l'exploitant a démontré dans sa note technique que :

- l'innocuité sanitaire du digestat brut thermiquement hygiénisé est garantie ;
- le digestat brut présente des concentrations en éléments traces métalliques (ETM) inférieures aux limites réglementaires ;
- la valeur agronomique du digestat brut est supérieure à celle du digestat solide ;
- l'épandage de digestat brut respecte les prescriptions de l'arrêté d'autorisation susvisé.

**Considérant** que les mesures d'adaptation de l'épandage proposées par l'exploitant sont de nature à prévenir les risques de pollution des sols et des eaux superficielles et souterraines ;

**Considérant** que l'exploitant a présenté un planning de remise en fonctionnement des équipements à six mois permettant à terme la production d'un digestat solide et liquide ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron.

## **- ARRÊTE -**

### **Article 1<sup>er</sup> : durée de l'autorisation et quantité maximale à épandre**

La société PROMETER exploitant l'unité de méthanisation de déchets organiques située au lieu-dit « SANGAYRAC » sur la commune de MONTBAZENS (12220), est autorisé à épandre 25 000 m<sup>3</sup> de digestat brut jusqu'à la fin de l'année 2023.

### **Article 2 : Parcelles autorisées à l'épandage**

Les parcelles autorisées à l'épandage de digestat brut sont les parcelles appartenant aux groupes d'aptitude suivants :

- groupe 1 : parcelles entièrement épandables sans aucune contrainte ;
- groupe 2 : parcelles épandables mais avec des zones d'exclusions soumises aux contraintes de distance ;

La liste des parcelles autorisées est annexée au présent arrêté.

### **Article 3 : Matériel d'épandage**

L'épandage de digestat brut est réalisé avec un matériel de type tonne à lisier avec rampes à pendillards ou de tout autre matériel permettant de garantir un épandage limitant la formation d'aérosol.

### **Article 4 : Respect des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 2017**

L'épandage de digestat brut respecte les prescriptions techniques du chapitre 5.4 « Épandage » de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé.

### **Article 5 : Quantité maximale à épandre à l'hectare**

L'exploitant adapte et ajuste les quantités de digestat brut pour respecter les prescriptions et doses à l'hectare, ainsi que les besoins azotés des cultures en place et prairies sur ces périodes d'épandage conformément à l'article 5.4.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

### **Article 6 : Délai et voie de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 7 :**

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Montbazens pour y être consultée par toute personne intéressée.

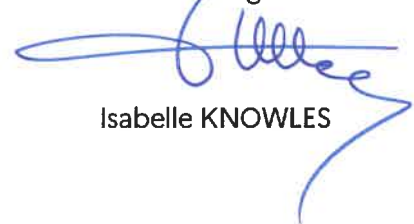
Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 8 :**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le maire de la commune de Montbazens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et notifié à la société PROMETER. Une copie sera adressée au maire de Montbazens.

Rodez, le 13 JUIN 2023

Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale



Isabelle KNOWLES